

Dossier anti-trust Intel : Bruxelles lance de nouvelles investigations

A quelques semaines de la convocation d'Intel à Bruxelles qui doit, les 11 et 12 mars prochains, y répondre d'accusation de pratiques anti-concurrentielles, les autorités européennes ont lancé de nouvelles recherches, cette fois auprès de distributeurs – dont le groupe Pinault, Printemps, Redoute (PPR)...

Pour rappel, ce dossier a été ouvert il y a plus de 6 ans par la Commission. *«Je confirme que dans le cadre de l'enquête qu'elle a ouverte sur les pratiques de la société Intel, la direction de la Concurrence mène actuellement une inspection dans les locaux de PPR Purchasing»*, a déclaré une porte-parole du groupe français de distribution, cité par l'AFP ce 13 février. Pour rappel, le groupe PPR contrôle notamment la Fnac, les chaînes de magasins Surcouf et Conforama, points de vente de matériels informatiques.

Il s'agit du troisième déplacement d'inspecteurs européens pour ce dossier Intel. En 2005, des bureaux britanniques italiens, espagnols et allemands avaient été visités.

En juillet 2007, des fonctionnaires des services européens de la Concurrence, accompagnés de responsables d'autorités nationales antitrust, avaient déjà conduit des inspections sur plusieurs sites d'Intel en Europe, ainsi qu'auprès de sociétés informatiques qui fabriquent ou vendent des ordinateurs.

La Commission enquête pour déterminer si le leader des microprocesseurs a usé ou non de pratiques déloyales pour contrer ses concurrents dont AMD, son principal challenger.

Au moment des faits reprochés, la part du géant des semi-conducteurs était de **80% du marché des processeurs**.

Selon certaines accusations, Intel aurait refusé des programmes d'actions promotionnelles (*incentive*) à des vendeurs de PC qui mettaient en avant la présence de 'chips' AMD dans leurs ordinateurs.

Intel aurait également proposé des ristournes (ou marges arrières) à certains fabricants d'ordinateurs privilégiant sa marque contre celle d'AMD.

A noter que le géant des processeurs est également depuis peu la cible des autorités réglementaires de l'autre côté de l'Atlantique. Il y a quelques semaines, [l'État de New York a décidé d'ouvrir une enquête](#) à l'encontre d'Intel.